

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Union-Europeenne-vs-Grece-Apres-la-victoire-le-chatiment>

# **Union Européenne vs Grèce : Après la victoire, le châtime**

- Empire et Résistance - Union Européenne -

Date de mise en ligne : mercredi 8 juillet 2015

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

### **La Grèce ne sort pas de l'euro, ils la renvoient. Les référendums européens qui étaient jusqu'à ignorés, sont maintenant punis. L'eurocratie est sur le point de lancer son nouveau plan de stimulation citoyenne.**

Le référendum grec est une victoire populaire et un défi chargé d'avenir. Dans la tranche d'âge comprise entre 18 et 24 ans, le « Non » a obtenu 85 %. Entre 25 et 34 ans, 72 %. Dans les quartiers les plus populaires, il a été écrasant. Cela lance, à tous les peuples du continent, un message de changement en Europe, quelque chose de très déstabilisateur pour la Direction européenne. Ne doutez pas que sa réponse sera implacable.

« L'erreur de Tsipras a été de vouloir changer l'Europe », reconnaît sans rougir le Président de l'Institut Delors de Paris, Yves Bertoncini. L'establishment de Bruxelles, « a vu dans le référendum un défi qui complique particulièrement les conversations », remarque Le Monde dans son éditorial d'hier [6/07/15]. Si jusqu'à présent il s'agissait de forcer un changement exemplaire de gouvernement à Athènes, maintenant il s'agit de punir un peuple. Précisément c'est pourquoi, le grexit, l'expulsion de la Grèce de l'euro, a le vent en poupe, même si économiquement ce serait irrationnel et, coûterait à l'Allemagne 90 milliards, comme estime, Wolfgang Münchau, chroniqueur du Financial Times.

Merkel choisira le chemin du moindre risque pour un pygmée politique. Entre la déstabilisation politique en Allemagne qui supposerait un changement de direction qui contredirait son récit des dernières années, et la sortie de la Grèce de l'euro, elle optera pour le deuxième.

L'ex-secrétaire conciliateur du Parti socialiste qui est à la tête de la République Française ne va pas prendre le risque d'explicitement une brèche dans le couple franco-allemand, quand bien même le mâle de ce dit couple pratique la violence de genre contre la France. Le gouvernement français est comme les épouses catholiques d'antan : tout sauf le divorce.

De ce qu'il s'agit pour Merkel et Hollande, et pour la Direction en général, c'est qu'il semble que la Grèce sort de l'euro, non qu'ils la chassent. « Les déclarations tranquilisantes de l'UE, selon lesquelles est encore possible un dialogue avec Tsipras, sont un rideau de fumée », peut on lire dans l'éditorial du *Figaro* d'aujourd'hui [8/07].

« Merkel ne peut pas assumer la responsabilité historique de la sortie grecque de l'euro », explique une source du gouvernement français. Donc il n'y a plus d'autre issue que d'organiser techniquement la culpabilité grecque de sa propre sortie de la monnaie unique. Depuis la Banque Centrale Européenne, c'est quelque chose de très facile d'organiser, explique Patrick Artus, économiste en chef de la banque Natixis.

« Si le BCE coupe l'ELA (la ligne de financement exceptionnel aux banques grecques) nous sommes déjà dans un scénario de sortie de l'euro. Les banques ne pourront pas être refinancées en euros chez le BCE, ce qui obligera la banque Centrale de la Grèce à refinancer ses banques avec une nouvelle monnaie qu'il aura à créer », explique-t-il. Au cas où le BCE déclinerait cette responsabilité pour la considérer comme politique et passerait la patate chaude à la Commission Européenne, celle-ci pourrait accepter de négocier des nouveaux termes reconnus pour le FMI (renégociation de la dette et nouveau paquet d'aide), mais c'est peu probable, dit-il. Alors que le scénario « *les grecs partent de leur propre initiative* », est le plus probable et sera clos, « *dans deux ou trois semaines* », dit-il. Préparez-vous au cirque médiatique qui s'approche.

Mais, qu'ils le fassent comme ils le fassent, reste la question de comment tout cela sera vu depuis les secteurs éveillés de la citoyenneté. D'autant que les médias emmêlent les choses, la spirale désintégratrice est servie et est évidente.

Avec le référendum grec, cela fait déjà trois ou quatre référendums ignorés par l'UE en dix ans. Que maintenant non seulement ils l'ignorent, mais qu'un référendum soit puni, marque clairement une direction. L'évidence du mépris à la souveraineté nationale avance et franchit un grand pas en avant.

Le rôle de la BCE comme bras économique de la Direction est mis plus qu'en évident dans le *corralito* spécialement organisé à partir du 28 juin pour faire échouer le référendum grec. Le désamour envers cela et d'autres institutions européennes, ainsi que le rejet de ses normes, grandit. Ceci est particulièrement valable non seulement pour les pays du sud de l'Europe, mais aussi pour les pays de l'Est qui ont déjà souffert de la doctrine Brezhnev de la « souveraineté limitée » entre 1945 et 1989. Le dernier sondage polonais sur l'euro donne un rejet significatif de 70 % de la monnaie unique, quand seulement il y a six mois il y avait un soutien de 60 % ...

Mais c'est en France, où les tensions de fond en augmentation peuvent s'avérer les plus significatives : tout le malaise qui progresse devant le spectacle de l'insignifiance de la nation (par la prépondérance de l'Allemagne, par l'humiliant espionnage politique et patronal sans réponse, la négociation opaque du TTIP et tout le reste), l'expriment et exploitent seulement les partis situés aux extrémités politiques, comme le *Front national* ou le *Front de Gauche* qui n'ont jamais gouverné. Le *Parti socialiste* et la droite sont intérieurement très divisés, si non en voie de décomposition. Une enquête divulguée aujourd'hui donne une mise en cause de l'austérité pour 75 %, communs à des sympathisants de gauche (82 %) et de droite (65 %). Seulement 24 % considèrent que l'austérité est « l'unique moyen » de sortir de la crise.

Le discrédit des médias de communication établis progresse. La sensation que l'information véridique doit être cherchée dans d'autres canaux continue de faire son chemin. En Allemagne la page de critique et de suivi de l'information médiatique locale [NachDenkSeiten](#) (NDS), un moyen de communication formidable, a doublé ses lecteurs ces jours derniers, frôlant les 180 000 consultations quotidiennes, presque le double du nombre de souscripteurs du portail français *Mediapart* (auteur de la majorité des grandes exclusivités de la politique française des dernières années et en même temps très lâche dans des sujets de politique internationale). Partout, on assiste à une éclosion des blogs spécialisés ou indépendants, dans lesquels le public cherche des rapports et des points de vue plus véridiques et indépendants, démarqués de la presse corporative.

Après la victoire de Don Quichotte, l'heure du châtime approche.

Encore une fois :

**Jusqu'à présent les référendums des nations européennes étaient ignorés. Que maintenant ils soient punis, dit tout sur la tendance.**

Ce qui viendra après le châtime est à voir, mais il est clair que le plan de stimulation de la rébellion citoyenne, que les politiques maladroits de Bruxelles et de Berlin maintiennent à toute berzingue, continue à marches forcées. Personne ne veut faire partie d'un club aussi si inepte et antidémocratique que celui de cette Europe réellement existante, décidée à punir un peuple pour exercer sa souveraineté.

Rafael Poch pour [La Vanguardia](#)

[La Vanguardia](#). Barcelonne, le 7 de julio de 2015

- Titre original : « [Tras la victoria, el castigo](#) »

\* **Rafael Poch**, Rafael Poch-de-Feliu (Barcelone, 1956) a été vingt ans correspondant de « *La Vanguardia* » à Moscou et à Pékin. Avant il a étudié l'Histoire contemporaine à Barcelone et à Berlin-Ouest, il a été correspondant en Espagne du « *Die Tageszeitung* », rédacteur de l'agence allemande de presse « *DPA* » à Hambourg et correspondant itinérant en Europe de l'Est (1983 à 1987). Actuellement correspondant de « *La Vanguardia* » à Paris.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo de la diáspora latinoamericana](#) par : Estelle et Carlos Debiasi

[El Correo de la diáspora latinoamericana](#). Paris, le 8 juillet 2015.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).